



Immigration

Né en 1941, docteur en sciences de l'information et de la communication, consultant international sur l'Afrique, les migrations et l'islamisme radical, spécialiste renommé des questions migratoires, Jean-Paul Gourévitch vient de consacrer un ouvrage à la délicate question du Grand remplacement. Il précise pour « Minute » les contours scientifiques et politiques de ce sujet brûlant.

Entretien avec Jean-Paul Gourévitch

« Aujourd'hui, plus personne ne considère que l'immigration rapporte plus qu'elle ne coûte »

« Minute » : Il y a quelques semaines, Eric Zemmour soulignait la réalité du Grand remplacement en affirmant qu'il suffit de sortir de chez soi pour le constater. Vous venez de consacrer un ouvrage à cette question. Qu'en est-il précisément ?

Jean-Paul Gourévitch : Il y a là un phénomène parisien qui ne saurait s'appliquer à l'ensemble de la France. Certes, certains territoires sont plus ou moins en état de sécession, en Seine-Saint-Denis, par exemple, dans le Val-de-Marne, l'Essonne ou le Val-d'Oise – voire à Nantes ou à Rennes. Mais si je vais dans le Gers, dans les Hautes-Alpes, ou dans les Côtes-du-Nord, où est le Grand remplacement ?

Deuxième point, même si on peut admettre la transformation actuelle de la société française en une société de plus en plus métissée, de plus en plus d'origine étrangère, et de plus en plus musulmane, trois variables relativisent la notion de Grand remplacement : la variable démographique, qui ne permet pas de faire des projections sur plus de quelques années ; la variable climatique, car on ne sait pas aujourd'hui l'impact du réchauffement climatique sur les prochaines migrations ; et puis la troisième variable, qui est très peu connue, mais sur laquelle je travaille beaucoup, c'est la variable de l'immigration virtuelle. Des migrants potentiels, employés localement dans les pays du Sud par des sociétés du Nord qui délocalisent leurs plateformes de services, peuvent décider de rester dans leur pays d'origine grâce à ces revenus

sûrs, quitte à être moins bien payés que dans le Nord où leur emploi n'est de toute façon pas assuré.

Peu de gens venant de l'étranger trouvent une formation correspondant à leurs capacités.

Par rapport à cela, même s'il y a indiscutablement une transformation, je considère que le Grand remplacement est une théorie qui a une certaine vraisemblance, qu'elle n'est pas la seule possible, et qu'avant de décider aveuglément que c'est la réalité des choses, ou au contraire que c'est totalement impensable, ça mérite vraiment un travail de fond.

N'y a-t-il pas tout de même un phénomène de tache d'huile ?

Il y a une évolution, bien sûr. Même dans des pays de structure traditionnelle, chrétienne, le nombre de personnes d'origine étrangère est plus important qu'il n'était il y a dix, il y a vingt, ou trente ans. Je pense qu'aujourd'hui les régions ont une identité de plus en plus forte. On le voit bien dans les Hauts-de-France, en Occitanie, dans la région PACA, voire en Île-de-France. Et cette identité va faire soit proliférer la tache d'huile, comme en Île-de-France, soit au contraire en limiter les effets, comme en Bretagne, en Normandie, ou en Occitanie. On pourrait dire, à la limite, que le risque est de passer de petits territoires perdus de la République, telle ville, tel groupement de villes, voire même tel département, à des régions qui deviendraient essentiellement des viviers du Grand remplacement.

Et ce n'est pas une hypothèse en l'air. On voit bien en Île-de-France que la population d'origine étrangère est extrêmement importante, en augmentation perpétuelle, et il n'est pas exclu que des conflits pas simplement localisés mais plus graves se produisent dans une région où les communautés ne sont pas seulement côte à côte, mais risquent d'être face à face, selon une formule qui n'est pas fautive, car entre l'hypothèse bisounours du vivre-ensemble et l'hypothèse dramaturgique de l'invasion non maîtrisable, il y a ces deux hypothèses un peu plus réalistes que sont le côte à côte et le face-à-face, c'est-à-dire des communautés qui ont des points de vue différents, des habitudes différentes, des formes de pensée, de religion, de tradition, de culture, de cuisine différentes, qui peuvent vivre en bonne intelligence si chacune reconnaît l'existence de l'autre, qui peuvent vivre sur le mode conflictuel si l'une veut imposer sa façon de vivre à l'autre.

C'est là que l'étude scientifique flirte avec la politique...

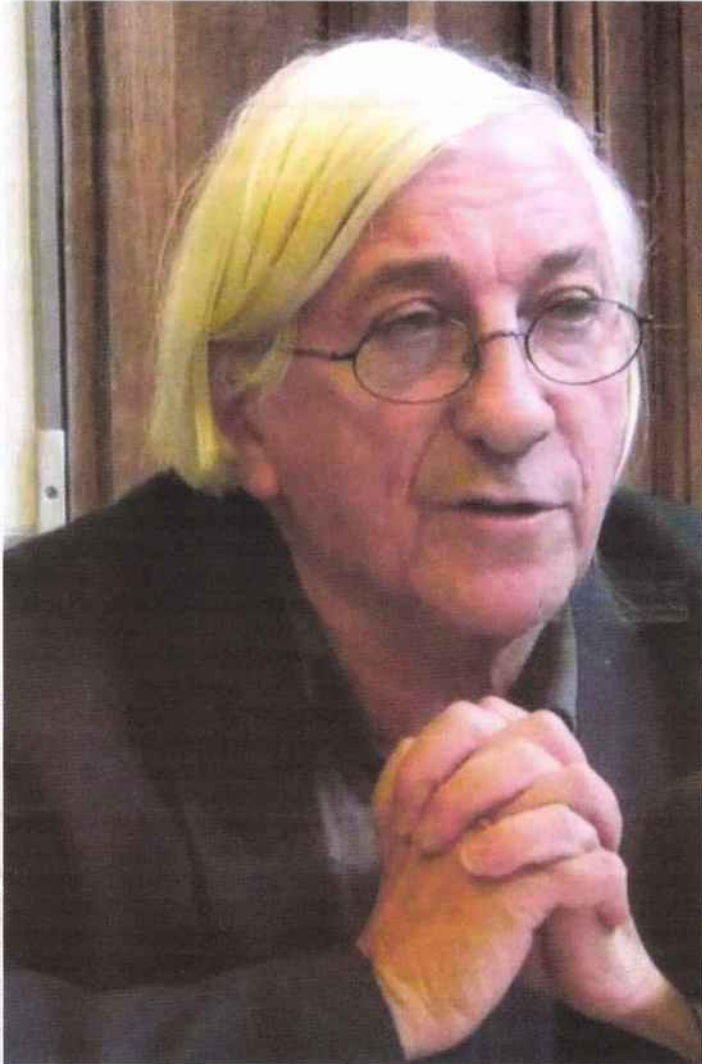
Pour schématiser, ce qu'on appelle la gauche, ou une partie de la gauche, n'a pas osé poser de façon claire les problèmes de migration et les problèmes d'islamisme. C'est là un des drames fondamentaux de la gauche. Aujourd'hui, plus personne ne considère que l'immigration rapporte plus qu'elle ne coûte. Même les gens de gauche admettent que l'immigration coûte plus cher qu'elle ne rapporte. Bien sûr, les gens de gauche considèrent que c'est un petit déficit, alors que les gens de droite et d'ex-



trême droite considèrent que c'est un très gros déficit. Mais au moins, il y a eu, du point de vue des chercheurs, un effort pour mettre les gens en face des réalités.

Une majorité de gauche rejette le fait d'accueillir plus d'immigrés en France

Donc, s'il y a interférence entre la science et le politique dans toute analyse sur le Grand remplacement, c'est, de mon point de vue, parce qu'une partie des gens de gauche, qui pourtant vivent cette question au quotidien, n'osent pas soit la regarder, soit surtout l'évoquer. Et je suis très frappé par la différence entre l'opinion publique et ceux qui la forma-



tent. Quand vous interrogez l'opinion publique, vous voyez qu'il y a un rejet massif des problèmes d'immigration, des problèmes d'islamisation – un rejet massif qui touche d'ailleurs parfois la xénophobie. Et pourtant, une partie de cette opinion publique vote à gauche, et pourtant, les dirigeants de gauche n'ont pas pris la mesure de l'écart entre ce qu'ils disent, ou ce que disent les médias qui sont un peu formatés par eux, et les positions de l'opinion publique. Il est flagrant que, parmi les gens de gauche, vous avez une quasi majorité qui rejette le fait d'accueillir plus d'immigrés en France. Or, si on y réfléchit, la gauche n'a aucun intérêt à se camoufler la réalité. Le problème n'est d'ailleurs pas, comme je le disais, l'accueil, parce que des tas de bonnes volontés peuvent se mobiliser partout pour accueillir. Le problème est de savoir ce que vont devenir ces gens que l'on a accueillis. Sommes-nous capables de leur offrir un logement ? Une formation ? Une contribu-

tion à la construction de notre pays ? Une contribution au PIB ? C'est ça la bonne question.

Votre réflexion dépasse-t-elle la question pour envisager des éléments de réponse ?

La première chose, et c'est mon combat depuis trente ans, est de lutter contre la désinformation. En 2002, j'avais fait pour la défunte revue « Panoramiques » un numéro sur la désinformation, avec trente-cinq contributions, qui couvraient tout l'échiquier politique. **Alexandre Adler, Elisabeth Lévy, Dominique Jamet, Amnesty International...** J'ai constaté que l'efficacité de ce numéro – *La désinformation : tous coupables ?* – avait été quasi nulle. On en a vendu un petit millier. Et ça m'a conforté dans l'idée que le premier combat à mener est le combat contre la désinformation.

Donner des faits, donner des chiffres, ne rien camoufler. Et derrière ça, il y a effectivement ce que certains appellent une idéologie, c'est-à-dire cette volonté démocratique de permettre à chacun de faire ses choix en toute liberté, en toute connaissance de cause. Que ces choix aillent dans un sens ou dans l'autre, l'important c'est que ces choix soient sourcés, et qu'on passe de l'insulte, du combat, au débat.

Si mon travail a un sens, c'est justement de sortir des sentiers battus, des slogans, des amalgames, des idées toutes faites, pour poser le débat aujourd'hui. On l'a bien vu aux européennes. Il y avait – je schématise un peu – deux grands sujets : l'immigration et la transition écologique. La gauche s'est emparée de la transition écologique, la droite de l'immigration. Mais chacune en a fait son pré carré, sans qu'il puisse y avoir de véritable débat. La droite a été très faible sur la transition écologique, la gauche très faible sur l'immigration. Or on ne peut pas, si on réfléchit à l'avenir proche, évacuer un de ces deux problèmes. Ils sont tous les deux devant nous.

Il n'y a pas de politique européenne d'immigration

Quel poids européen la politique devrait-elle avoir sur cette question ?

D'abord, il n'y a pas de politique européenne d'immigration. C'est dommage, on peut le regretter, on peut parfois se dire que de toute façon c'est impossible. Mais cette politique européenne n'existe pas, et la preuve en est que les législations, même sur le regroupement familial, sont différentes, elles le sont encore plus sur le droit d'asile, elles le sont sur l'accueil des populations étrangères.

Le fait de ne pas avoir de politique migratoire européenne fait que les migrants pratiquent ce que j'appelle le shopping migratoire, ce qui réveille mes adversaires, mais qui est une réalité que tout le monde connaît, c'est-à-dire que vous choisissez le pays où vous avez le maximum d'avantages et le minimum d'inconvénients. La France est très bien pour le plan médical, pour les études, sur le plan social, mais pas du tout sur le plan du logement, ou de l'accès à l'emploi, et des relations avec les autochtones.

Le deuxième point qui pourrait être tragique, c'est que si l'Europe avait une politique migratoire, elle pourrait éviter de s'embarquer dans des opérations comme le pacte de Marrakech. Je crois avoir été un des seuls à l'avoir lu intégralement. D'accord, il n'est pas contraignant théoriquement. Et de fait, il y a 193 pays, si je me souviens bien, qui étaient d'accord au

départ, et il n'y en a que 150 ou 160 qui ont signé. Et certains ont même signé sans le lire. Mais ce pacte de Marrakech va fonctionner comme une référence judiciaire, c'est-à-dire que, dans les pays qui l'ont accepté, il va y avoir toute une série de contentieux où l'on dira : vous avez accepté le pacte de Marrakech, et vous ne l'appliquez pas...

Le fait que l'Europe n'ait pas été capable de mettre en place une politique migratoire fait que ce sont les fonctionnaires internationaux qui le font. Et il n'y a rien de pire, parce que comment voulez-vous que les fonctionnaires de l'ONU, dont je ne critique pas la compétence, connaissent dans le détail ce qui se passe dans chaque pays d'Europe ? On est arrivé à des aberrations comme les quotas. Ça ne marche pas.

Essayons d'imaginer le sentiment d'un type à qui on dit : tu vas aller en Lettonie, parce que là-bas il y a de la place. Il ne parle pas letton, il sait que dans le cadre de l'espace Schengen, il peut aller d'un pays à un autre sans problème, pourquoi irait-il en Lettonie ? C'est une réponse administrative à un problème social. Là encore, j'ai vu que, dans le prochain budget européen, effectivement l'Europe va se préoccuper un peu plus des politiques migratoires, des politiques de sécurité, des politiques de défense. Mais on va à une allure qui n'est pas l'allure de l'évolution du monde. On est toujours en train de courir après l'événement. On n'anticipe pas.

L'absence d'une politique d'avenir

Je me souviens que, lors de fin 2014, j'étais attaqué pour *Les migrations pour les nuls*, dans un des rares médias qui m'avait donné la parole, j'avais dit : attention, en 2015, vous allez devoir recevoir un million et un million et demi de personnes, et vous n'avez rien prévu pour ça. Et j'ai été évidemment attaqué, dénoncé comme compagnon de route de l'extrême droite, comme l'idiot utile...

Il y en a eu 1 256 000, je ne m'étais quand même pas tellement trompé ! Et l'on n'avait rien prévu pour ça. Et avec ce qui peut se passer du côté des conflits qui continuent au Proche-Orient, avec le phénomène des migrations climatiques, on n'a là encore rien prévu. Tout le problème de l'absence d'une politique migratoire, ce n'est pas simplement l'absence d'une politique au présent, c'est l'absence d'une politique d'avenir. ■

Entretien réalisé par Lionel Humbert

Jean-Paul Gourévitch, *Le Grand remplacement, réalité ou intox ?*, 253 P., Ed. Pierre Guillaume de Roux, mars 2019, 23 €.